

France : Guy Môquet, Sarkozy et l'école stalinienne de falsification

Par Pierre Mabut and Antoine Lerougetel, le 4 juin 2007

Après sa prise de fonction officielle de président de la République française le 16 mai, le premier déplacement de Nicolas Sarkozy a été une visite au mémorial de résistants tombés pendant la lutte contre l'occupation nazie de la France durant la Deuxième Guerre mondiale.

Sarkozy a saisi cette occasion pour prendre sa première décision présidentielle et décréter que lecture soit faite aux lycéens, à chaque rentrée scolaire, de la lettre écrite par Guy Môquet à sa famille juste avant son exécution par un peloton d'exécution nazi le 22 octobre 1941. Sarkozy cherche à ce que cette lettre soit un exemple de « l'héroïsme » et du « sacrifice » pour la nation. Môquet était âgé de 17 ans et était membre de la Jeunesse communiste.

Cette cérémonie commémorative et cette décision mettent à jour un épisode historique important qui révèle la nature contre-révolutionnaire du stalinisme français.

L'indignation initiale de la dirigeante du Parti communiste français (PCF) Marie-George Buffet, devant l'utilisation cynique par Sarkozy de la mort de Môquet pour promouvoir le nationalisme lors de sa campagne électorale, a été de courte durée. « La lecture de la dernière lettre de Guy Môquet est un message fort » a-t-elle déclaré, après que Sarkozy ait fait part de sa décision présidentielle, « parce que ce jeune homme était porteur de patriotisme par son engagement dans la résistance, mais aussi parce que son combat pour l'émancipation humaine avait un but, celui de construire une République des droits et des libertés dans une démocratie. »

Le fait que Buffet se range de façon servile derrière Sarkozy conforte ce dernier dans sa tentative de se présenter comme le président de « tous les Français. »

Une déclaration du PCF sur Guy Môquet, datée du 21 mai 2007 et affichée sur son site Internet, dit : « Il a été arrêté le 13 octobre 1940, à la Gare de l'Est. Bien avant l'invasion de l'URSS, par les nazis. Guy Môquet avait été dénoncé parce que, avec ses camarades de la Jeunesse communiste, il distribuait des tracts dans les cinémas ou manifestait contre l'Occupation et la collaboration. Son père, cheminot et député communiste, était alors déporté au bagne de Maison-Carrée en Algérie et des policiers français gardaient cet élu du Front populaire dressé contre les 100 familles capitalistes qui contrôlaient la France, engagé contre le fascisme qui depuis des années menaçait l'Europe. »

Cette déclaration est un exemple typique de l'école stalinienne de falsification historique.

Prosper Môquet, le père de Guy, était l'un des 72 députés du Parti communiste élus à l'Assemblée nationale le 3 mai 1936. En mai 1935, Staline avait signé un traité de coopération avec le gouvernement droitier de Laval, acceptant implicitement la politique militaire française et appelant le PCF à voter pour le budget militaire. Cette alliance de Staline et du PCF avec l'impérialisme français se poursuivit sous le gouvernement de Front populaire.

Le Front populaire se composait du Parti communiste, du Parti socialiste et du Parti radical, un parti bourgeois. Il liait la classe ouvrière à la bourgeoisie et s'opposait au développement d'une perspective socialiste internationaliste indépendante. Son premier geste avait été d'empêcher que la grève générale de mai-juin 1936 ne se développe en une insurrection révolutionnaire. Il voyait la défense de la France face à l'attaque nazie en termes purement

nationalistes et non comme un conflit de grandes puissances recherchant chacune l'avantage impérialiste et utilisant la classe ouvrière et les jeunes comme chair à canon.

Le 30 septembre 1938, Neville Chamberlain, représentant la Grande-Bretagne et Edouard Daladier représentant la France, et tous deux partisans de la politique d'apaisement, signèrent les Accords de Munich. Ils donnèrent ainsi aux nazis le feu vert pour envahir la Tchécoslovaquie. Staline prit peur que la Grande-Bretagne et la France ne soient en train de se préparer à s'unir avec l'Allemagne contre l'Union soviétique.

Au lieu d'essayer de mobiliser la classe ouvrière mondiale contre cette alliance impérialiste, Staline procéda à une alliance préventive de son cru : le Pacte hitléro-stalinien (germano-soviétique) du 23 août 1939.

Moins d'un mois plus tard, le 20 septembre 1939, le Comintern de Staline informait le PCF de sa nouvelle ligne politique : les partis communistes ne devaient pas soutenir la guerre contre l'Allemagne déclarée par la France et la Grande-Bretagne suite à l'invasion de la Pologne par Hitler. Ce que les staliniens avaient auparavant qualifié de guerre de « défense nationale » était à présent qualifié de « guerre impérialiste. » Le Parti communiste devait donc s'y opposer suivant cette ligne politique, puisque l'Allemagne avait fait une alliance avec l'Union soviétique.

Dans le journal *l'Humanité* du 26 septembre 1940, le PCF critiquait sévèrement la résistance gaulliste qu'il accusait de « va-t-en-guerre avec la peau des autres » et dénonçait « la volonté commune des impérialistes d'entraîner la France dans la guerre, du côté allemand ou du côté adverse sous le signe d'une prétendue résistance à l'opresseur. »

André Marty, membre dirigeant du PCF et secrétaire de l'Internationale communiste stalinienne, envoya le 4 octobre 1939 une lettre à Léon Blum, membre du gouvernement Daladier, critiquant son soutien à la guerre. « L'actuelle guerre européenne est une guerre provoquée par deux groupes impérialistes dont chacun veut dépouiller l'autre ; par conséquent, les ouvriers, les paysans, n'ont rien à voir dans cette affaire. »

En conséquence, le président Edouard Daladier décréta le 26 septembre 1939 la dissolution du PCF. Il fit interner un grand nombre de ses membres et députés, dont Prosper Môquet. Prosper, arrêté le 10 octobre 1939 fut jugé en secret par un tribunal militaire en avril 1940 et condamné à cinq ans d'emprisonnement. Il fut déporté en mars 1941 au bagne de Maison-Carrée en Algérie.

Les nazis envahirent la France le 10 juin 1940 et le maréchal Pétain signa l'armistice, douze jours plus tard. La sympathie de larges couches de la bourgeoisie française pour le fascisme joua un grand rôle dans la déroute de l'armée française. Le Parti communiste, qui ajustait sa politique aux besoins de la diplomatie soviétique, avait été interdit et un grand nombre de ses dirigeants emprisonnés par ses anciens alliés du Front populaire.

Prosper Môquet fut donc emprisonné, non pas pour ses activités anti-nazies, comme l'affirme le PC dans sa déclaration du 21 mai 2007 (la déclaration, en fait, laisse entendre des activités anti-nazies) ; au contraire, le parti stalinien s'opposait, pour le moment, à la guerre contre l'Allemagne fasciste. En effet, bien qu'il ne fasse pas de doute que d'autres considérations politiques entraient en jeu (comme par exemple, l'occasion de réprimer les tendances de gauche au sein de la classe ouvrière) le père de Guy

Môquet fut officiellement condamné pour « intelligence avec l'ennemi » et n'était certainement pas, à ce moment-là, membre du Front populaire qui n'existait alors plus. Il était en fait un prisonnier politique du gouvernement Daladier, dirigeant du Parti radical et ancien ministre du gouvernement de Front populaire de Léon Blum.

Une recherche faite par deux journalistes, Jean-Pierre Besse et Claude Penner, en 2006, dans les archives municipales de Paris, a mis à jour des notes rendant compte de négociations entre le PCF, dirigé par Maurice Tréand, et Otto Abetz, représentant de Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères nazi. Ces notes révèlent que les émissaires de Staline n'hésitaient pas à essayer d'entrer dans les bonnes grâces de l'occupant nazi en faisant usage d'antisémitisme bien placé.

Tréand, sous la direction du secrétaire du comité central du PCF, Jacques Duclos, essaya en vain d'obtenir des nazis l'autorisation de publier le journal du PCF, *l'Humanité*. Les négociations durèrent de juin à août 1940.

Tréand présenta ainsi ses arguments : « Pour l'URSS nous avons bien travaillé par conséquent par ricochet pour vous... [N]ous ne ferons rien pour vous, mais rien contre vous. » Attaquant les capitalistes anglais et leurs alliés français, Tréand fait référence au « Juif Mandel ». Georges Mandel était le dernier ministre de l'Intérieur avant l'occupation nazie. Tréand mentionne par trois fois le « Juif Mandel » qui a « fusillé des ouvriers qui sabotaient la défense nationale ».

Voici l'extrait d'un texte écrit par Duclos et présenté aux autorités allemandes : « *L'Humanité* publiée par nous se fixerait pour tâche de poursuivre une politique de pacification européenne et de défendre la conclusion d'un pacte franco-soviétique, qui serait le complément du pacte germano-soviétique et ainsi créerait les conditions d'une paix durable. »

Staline était tout à fait conscient de l'opposition et du désarroi qu'une telle politique occasionnait parmi la masse des travailleurs et des membres du parti. Nombreux furent ceux qui démissionnèrent, dont un tiers des députés du PCF. Beaucoup n'attendaient pas l'invasion de l'Union soviétique par les nazis pour entrer dans l'activité clandestine contre l'Occupation. Un télégramme daté du 22 juin 1940 et signé par le secrétaire de l'Internationale communiste Georgi Dimitrov et le secrétaire général du PCF Maurice Thorez déclare, « Utiliser la moindre possibilité favorable pour faire sortir journaux syndicaux, locaux, éventuellement *l'Humanité* en veillant que ces journaux... ne donnent aucune impression de solidarité avec envahisseurs ou leur approbation. »

La police française arrêta et emprisonna Guy Môquet, âgé de 16 ans, le 13 octobre 1940. La France était occupée, mais il fallut attendre encore neuf mois avant que l'invasion nazie de l'Union soviétique ne mette fin au pacte hitléro-stalinien. La déclaration du PCF du 21 mai, citée en début d'article, affirme qu'il était en train de distribuer des tracts « contre l'Occupation et la collaboration », mais il est très peu probable qu'il aurait ainsi agi contre la ligne politique du parti. Un autre commentateur donne cependant une forte indication que les questions pour lesquelles il faisait campagne et les raisons de son arrestation étaient de nature quelque peu différente. « Après l'occupation de Paris par les Allemands et la mise en place du gouvernement de Vichy, Guy fit passionnément campagne, collant des papillons dans le quartier, qui dénonçaient le nouveau gouvernement et exigeaient la libération des internés, » l'un d'entre eux étant, bien sûr, son propre père.

Les médias se sont mis au diapason de la version stalinienne et n'ont aucunement essayé de faire la lumière sur la situation de Prosper au moment de l'arrestation de son fils. Ils ont évité au PCF que ne soit découvert ce secret gênant, veillant ainsi à ne pas perturber cette toute dernière adaptation du stalinisme au gaullisme.

Avec l'invasion nazie de l'Union soviétique le 22 juin 1941, le PCF fit une nouvelle volte-face, et adopta à nouveau sa position d'antifascisme de Front populaire au lieu de sa position d'anti-

impérialisme, et entra dans une alliance avec la résistance gaulliste, avec pour but le rétablissement d'un régime bourgeois après la Libération plutôt qu'une république socialiste ouvrière.

L'organe théorique du PCF, *Les cahiers du bolchevisme*, à la fin des années 1941 déclare, « les Français saluent dans les soldats de De Gaulle, des combattants de la bonne cause, des combattants anti-hitlériens. » Cette unité avec la bourgeoisie nationale fut consolidée quand les stalinien entrèrent dans le Conseil national de la Résistance de De Gaulle en mai 1943. La « bonne cause » se révéla plus tard être l'oppression des peuples coloniaux de la France en Algérie et en Indochine, sans parler de la participation des stalinien au gouvernement de De Gaulle en 1945 et à la reconstruction du capitalisme français.

Les communistes, emprisonnés dans des camps d'internement par les gouvernements de Daladier puis de Pétain, étaient maintenant officiellement ennemis des nazis et à leur merci.

Le 20 octobre 1941, un commandant allemand Karl Hotz, fut exécuté à Nantes par trois jeunes communistes. Les nazis exigèrent immédiatement en représailles la vie de 50 Français. Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur du gouvernement collaborationniste du maréchal Pétain reçut l'ordre de choisir 50 prisonniers à exécuter. Pucheu rejeta une première liste de noms d'anciens soldats jugeant qu'ils étaient « de bons Français » et préféra une seconde liste constituée d'otages communistes.

Il s'agissait de membres du PCF, à l'exception de Marc Bourhis, un trotskyste, et de son ami et camarade Pierre Guéguin, maire de la ville de Concarneau et membre du PCF depuis sa fondation en 1920. Il s'était opposé au pacte hitléro-stalinien, comme bien d'autres membres du PCF et sympathisait avec les trotskystes. Lorsqu'une occasion se présenta à Bourhis de s'échapper du camp d'internement, il décida de rester avec Guéguin, craignant que ce dernier ne soit maltraité, voire tué par les prisonniers stalinien s'il se retrouvait seul avec eux. La présence de trotskystes parmi le groupe des 27 prisonniers exécutés avec Guy Môquet par un peloton d'exécution nazi à Chateaubriand fut niée par les dirigeants du PCF jusque dans les années 1990.

Les stalinien empêchèrent et étouffèrent le développement d'une lutte socialiste révolutionnaire dans tous les mouvements de résistance antifasciste, liant les travailleurs, les paysans et les jeunes à leur bourgeoisie nationale et à leurs alliés. La trahison de la révolution espagnole de 1936 en fut le premier exemple.

La Conférence d'Alarme de la Quatrième Internationale (QI) en mai 1940 produisit un manifeste qui fournit une direction essentielle aux trotskystes pendant les heures sombres de la domination nazie de l'Europe. Le paragraphe suivant est tiré de l'introduction : « La IVe Internationale ne se tourne pas vers les gouvernements qui ont poussé les peuples à l'abattoir, ni vers les politiciens bourgeois responsables de ces gouvernements, ni vers la bureaucratie ouvrière qui soutient la bourgeoisie en guerre. La IVe Internationale se tourne vers les travailleuses et travailleurs, vers les soldats et les marins, vers les paysans ruinés et les peuples coloniaux asservis. La IVe Internationale n'a pas le moindre lien avec les oppresseurs, les exploités, les impérialistes. Elle est le parti mondial des travailleurs, des opprimés et des exploités. Ce manifeste s'adresse à eux. »

Sources :

The Writings of Leon Trotsky (1939-40), Merit Publishers: 1969
Fac Simile—La Vérité 1940/1944, Paris, EDI: 1978

Les Trotskystes en France pendant la deuxième Guerre mondiale, Jean-Pierre Cassard — *La Vérité OCI*—(non daté mais après 1980)

Contre vents et marées, Yvan Craipeau, Savelli: 1977

(Article original paru le 2 juin 2007)